



# PAS DE SERVICE PUBLIC SANS INDUSTRIE !

# PAS D'INDUSTRIE SANS SERVICE PUBLIC !

## Les 10 Exigences de la CGT pour permettre une reconquête de l'Industrie et des Services Publics

- 1 Conditionner l'aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les salaires, le bien-fondé de ces aides... Aujourd'hui les exonérations fiscales et sociales et autres aide aux entreprises se montent à **170 milliards d'euros !**
- 2 Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires, cela permettrait de financer **400 000 emplois !**
- 3 Agir sur les salaires du public et du privé, avec une **priorité sur la résorption des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes.**
- 4 Développer les politiques publiques d'éducation, de santé, de recherche et de politique énergétique.
- 5 Créer de nouveaux postes dans la fonction et les services publics qui sont des outils pour la cohésion sociale et l'efficacité économique et sociale.
- 6 Contraindre les entreprises à trouver des alternatives aux licenciements en renforçant les pouvoirs des représentants des salarié-e-s.
- 7 Réformer la fiscalité afin que ceux qui gagnent le plus ne soient plus ceux qui paient le moins grâce aux niches fiscales ...
- 8 Créer un pôle financier pour établir un mécanisme de crédits à taux réduit pour favoriser. l'investissement productif, l'emploi, la formation, la recherche...
- 9 Au plan européen et international : taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- 10 Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique afin de réduire les inégalités à l'échelle de l'union européenne.

## ET DANS LE RHÔNE ?

**La question de l'industrie est à lier à la question de la sécurité sociale et des services publics. C'est indissociable !**

**Formation professionnelle** : l'AFPA, le GRETA et localement le CERTA sont en situation très difficile. L'AFPA connaît actuellement une baisse de financement de 15 millions sur la région et est en quasi cessation de paiement. Ce sont de vrais enjeux pour l'avenir. Va-t-on laisser la formation à de grands groupes capitalistes ? Nous devons intervenir, peser dans le débat, mobiliser autour de ces enjeux, garder une maîtrise publique de la formation professionnelle.

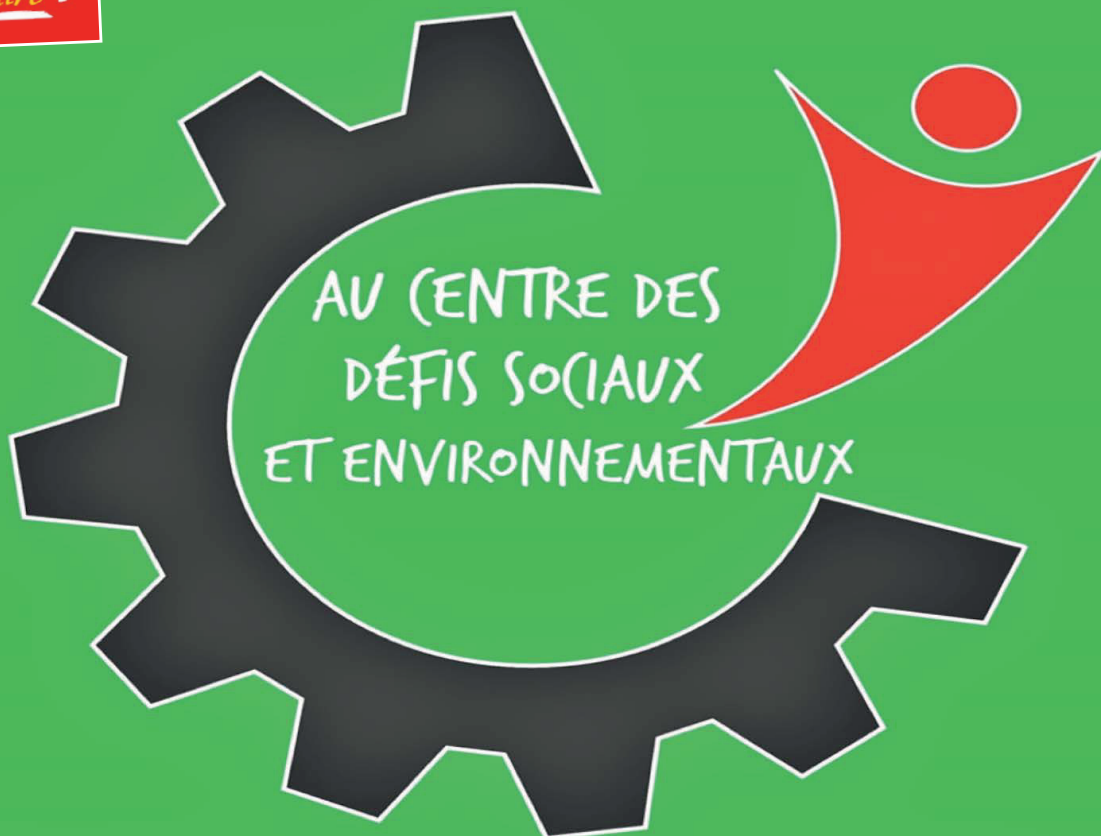
**La mise en place de la Métropole de Lyon** se traduit par la volonté de repousser les unités de production hors de la métropole. Seuls, resteraient dans la Métropole t les sièges sociaux avec toutes les conséquences que cela a pour les emplois purement industriels. Seul subsisteraient des emplois à hautes qualifications dans la Métropole et les emplois de production seront rejetés au dehors.... Exemple : quel avenir pour le port Edouard Herriot et les usines du 8<sup>e</sup> arrondissement ?

**Les questions de l'aménagement du territoire et de du coût du foncier** doivent être repris en main par les responsables politiques de la Métropole et du Département. Celles-ci doivent être au service des populations et non au service du capital et du MEDEF !

**L'industrialisation doit faire vivre la population sans l'abimer ! C'est tout l'enjeu... C'est pourquoi nous revendiquons le contrôle public de toutes les productions. Le maintien de la répartition de la production sur l'ensemble des territoires pour maintenir vivant les centres villes comme les campagnes.**



# L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS



Conception et réalisation: Département Information et communication de la CGT (OC) - 13 décembre 2016 - NE PAS ÊTRE SUR LA VOIE PUBLIQUE

JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE  
DE MOBILISATION PARTOUT EN FRANCE  
21 MARS 2017

## A Lyon, Manifestation à partir de 10H30

**RDV devant l'usine Bosch Rexroth de Vénissieux**  
(91 Boulevard Joliot Curie 69200)  
en direction du MEDEF (60 Av. Jean Mermoz 69008)



web